

RELEVÉ DE CONCLUSIONS DE LA RÉUNION DU COMITE DE DÉPLOIEMENT DE LA BAN

- Point d'avancement BAL et BAN
- Points divers

Liste des participants

Nom	Fonction
Bertrand MONTHUBERT	CNIG
Eric LESAGE	INSEE
Laurent BROCHET	INSEE
Anne-Cécile MILLET	DGFiP
Claire APPARITIO	DGFiP
Frédérique WILLIAMS	BAN – IGN
Jean-Luc ACQUITTER	BAN – IGN
Ariane ROSE	BAL – ANCT
Jules SAUR	BAL – ANCT
Loïc REBOURS	ENEDIS (Représentant GT acteurs nationaux et standard adresse)
Pierre LAULIER	CNIG

Pièce jointes :

- Présentations faites en séance disponibles sur <https://cnig.gouv.fr/comite-de-deploiement-de-la-base-adresse-nationale-a25933.html>

Point d'avancement BAL / BAN

Avancement du déploiement des BAL

A ce jour, plus de 27 000 communes ont publié leur BAL. (voir :

<https://adresse.data.gouv.fr/deploiement-bal>)

Le Nord et l'Est de la France restent en retard, mais les écarts entre territoires commencent à se résorber, la Bretagne est quasiment entièrement couverte (60 communes restantes).

Un focus est fait sur l'outre-mer en particulier sur la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française où le décret précisant les dates d'entrée en vigueur est paru cet été.

La projection permet d'estimer une fin du déploiement sur l'ensemble des communes pour début 2028.

A noter que le pourcentage d'avancement du déploiement est uniforme quelle que soit la taille des communes.

Il faut aussi souligner qu'il s'agit d'une base vivante : 20% des BAL est mis à jour chaque mois, 980 nouvelles adresses et 360 modifications sont publiées chaque jour. 12 500 signalements ont été déposés en 2025.

Mes Adresses est désormais inclus dans La suite Territoriale à destination des petites communes. 81% des BAL publiées le sont via MesAdresses

Echanges

Quelles sont les pistes pour accélérer le déploiement ?

- En prévision des prochaines élections municipales, un kit de sensibilisation des élus est en cours de fabrication en collaboration avec l'AMF.
- La piste d'une mobilisation des élèves et les collégiens pourrait être étudiée, ce serait aussi un moyen de diffuser la culture de la donnée. En Polynésie française, la mobilisation des étudiants de l'université est envisagée pour la constitution des BAL dans le cadre de travaux sur la toponymie en langues polynésiennes.
- L'accélération se fera naturellement quand les grands utilisateurs nationaux auront basculé sur la BAN (gestionnaires de réseaux, DGFiP, etc..)
- Les SDIS peuvent être des leviers intéressants : par exemple le SDIS de l'Isère a accompagné les communes pour la constitution de leur BAL, certains SDIS commencent avoir des positions assez arrêtées, pour ne plus accepter les arrêtés de numérotation des communes s'ils ne sont pas saisis dans la BAN, les SDIS sont également des gros utilisateurs du service de signalement. Il pourrait être intéressant de valoriser ces exemples lors du prochain congrès national des pompiers.
- Pour inciter les communes à saisir dans la BAN plutôt que de diffuser des arrêtés, il y aura besoin d'avoir rapidement l'outil qui montre les évolutions de la BAN.
- Il est prévu également de mobiliser les préfetures.

Avancement des développements BAN

Jean-Luc Acquitter a rejoint l'équipe BAL/BAN en remplacement de Yann Donnat

L'enjeu des travaux en cours est de pouvoir étendre l'impact des usages avec l'intégration de la BAN dans les SI métiers nationaux. Pour cela il y a de fortes attentes sur la qualité et la fiabilité des adresses : passant par une bonne complétude, la stabilité et l'historisation de la base.

Les actions concernent la stabilisation du socle technique, la mise à disposition des données, la fiabilisation des données et l'interopérabilité avec les autres référentiels (bâtiments, routes, ...) avec comme objectif de pouvoir fournir des éléments de différentiels aux SI nationaux. Pour cela il faut s'appuyer sur une base historique des données, constituée à partir des détections de changements, qui eux-mêmes ne sont possibles qu'avec le déploiement d'identifiants stables.

La génération des identifiants se fait dans les outils producteurs au fur et à mesure de la production de nouvelles mises à jour de BAL. Pour les petites communes, c'est l'outil Mes Adresse qui génère les identifiants.

21 000 communes ont désormais leurs identifiants dans la BAN, dans la version 1.5 du format BAL les identifiants sont désormais obligatoires.

La communauté des utilisateurs continue à avoir des rencontres régulières lors des « adresses labs ». Cette communauté continue de s'élargir avec de nouvelles sphères d'usages : domaine des assurances, des transports, des sociétés de développement de service.

Des travaux en cours avec la DGFip sur l'évolution du mécanisme d'exports pour laquelle des tests sont prévus.

Pour valoriser les usages, un catalogue a été mis en place sur la page : <https://adresse.data.gouv.fr/communaute/usages>. Un formulaire permet aux nouveaux usagers d'alimenter ce catalogue.

Echanges

- Il y a un besoin d'avoir un planning précis de la mise à disposition de l'export unique de la base : les tests sont prévus en février-mars, la mise à disposition se fera à la mi-année.
- Y-aura-t-il des versions millésimées de la BAN ? oui une version millésimée chaque mois et des différentiels chaque semaine. Une API sera prévue dans un deuxième temps.
- Les identifiants BAN ne sont pas signifiants (ils ne sont pas liés à la commune ni à d'autres référentiels externes). Chaque commune génère ses identifiants d'adresse et de voie. Le format de l'identifiant a été défini de manière que les

Prochaine réunion

- ⇒ **La prochaine réunion du comité de déploiement se tiendra le 7 mai 2026 à 9h00.**
- ⇒ Il est y prévu une présentation de l'avancement à l'INSEE de l'intégration de la BAN.